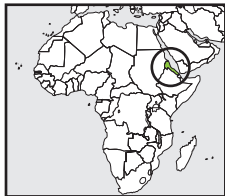


La mise en faillite d'un État



Porté aux nues à une époque comme un des États les plus prometteurs d'Afrique, le pays est peu à peu devenu la victime d'un régime autoritaire et militaire. L'Érythrée a rapidement atteint des niveaux intolérables de répression politique d'où une extrême pauvreté et « l'anomie sociale », un environnement qui empêche de respecter les engagements en termes de développement durable pris au niveau international, la croissance économique et le progrès. L'obstacle essentiel de la répression politique ne peut être renversé qu'avec l'aide de la pression extérieure exercée sur le Gouvernement érythréen.

Eritrean Movement for Democracy and Human Rights (EMDHR)

Daniel R. Mekonnen

Lors d'une conférence universitaire qui s'est tenue en novembre 2010, le chercheur français Gérard Prunier, spécialiste de la Corne de l'Afrique et de l'Afrique de l'est, a décrit l'Érythrée comme une des « pires et des plus difficiles dictatures au monde » et « comme un enfer sur Terre »¹. Ceci ne fut pas une hyperbole. Le Gouvernement a déclaré la guerre à son propre peuple. La pire manifestation de cette situation est la pratique importante du travail forcé sous couvert du programme national du service militaire (sigle anglais : NMSP), qui a maintenu des centaines de milliers d'Érythréens sous un joug dictatorial intolérable.

Malgré la menace de la crise économique, sociale et politique largement détaillée, le Gouvernement se refuse obstinément à reconnaître la réalité des faits. Bien au contraire, le président Isaias Afwerki a proclamé que le pays était le meilleur d'Afrique. Interrogé par la chaîne Al Jazeera quant à ses aspirations pour l'Érythrée, il a déclaré : « Nous nous efforçons de faire les choses bien dans ce pays... Du moins, nous n'allons pas ressembler au Kenya, au Nigéria, à l'Éthiopie, à la Somalie ou au Soudan, nous sommes bien meilleurs. Nous sommes le numéro un sur ce continent »². Néanmoins, l'Indice de la faim dans le monde 2010 propose une vision quelque peu différente, il propose de classer l'Érythrée, avec le Tchad et la République Démocratique du Congo comme un des trois pays africains présentant des niveaux de famine alarmants³. Dans ce contexte et au vu d'autres rapports dignes de foi, le commentaire d'afwerki doit être considéré comme un affront à la souffrance que subit son peuple.

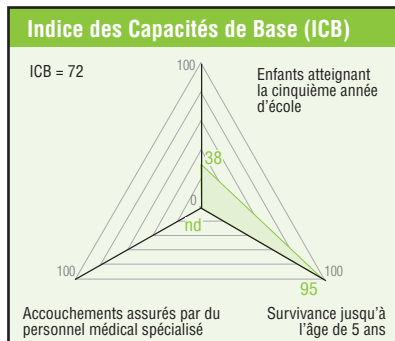
Un laboratoire d'expériences couronnées d'échecs

Comme nous l'avons déjà dit, la politique excessive du Gouvernement concernant le service militaire obligatoire est la première cause de fragilité de

1 Prunier, G., *Eritrea and its Discontents*, discours prononcé lors de la Conférence de l'Association for the Study of the Middle East and Africa (ASMEA), (5 novembre 2010).

2 Dutton, Jane, "Entretien avec Isaias Afwerki", *Al Jazeera TV*, (19 février 2010).

3 International Food Policy Research Institute (IFPRI), *2010 Global Hunger Index*, (2010), <www.ifpri.org/sites/default/files/publications/ghi10.pdf>.



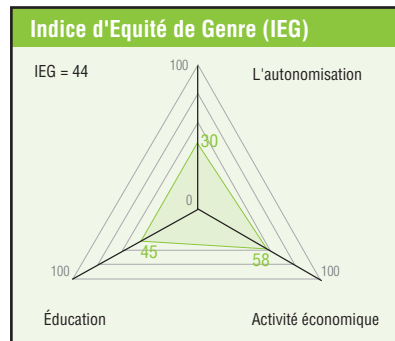
l'Érythrée. Même si aucun recensement n'a jamais été organisé dans le pays, la part de la population obligée de réaliser le service militaire semble être excessivement élevée. Une étude récente a évalué la population du pays à 3,6 millions d'habitants⁴. En 2010, l'armée de l'Érythrée comptait environ 600 000 soldats⁵, soit 16,6 % de la population totale. Ce service militaire obligatoire pose des difficultés aux citoyens ordinaires lorsqu'ils veulent réaliser leurs projets personnels, même s'ils ne sont pas directement touchés par les violations abominables faites aux droits humains et menées par ce Gouvernement telles que la torture et l'emprisonnement.

Depuis l'éclatement du conflit frontalier avec l'Éthiopie en 1998, le Gouvernement a allongé arbitrairement la durée du NMSP de 18 mois à une durée indéterminée. Avec cette politique abusive tous les adultes, hommes et femmes, sont soumis jusqu'à l'âge de 45 ans à ce qui équivaut à un régime d'esclavage ou de travail forcé, installés dans des campements militaires et des tranchées situées à la frontière avec l'Éthiopie, ils travaillent sous un régime militaire stricte pour des corporations appartenant à l'État ou à des généraux de l'armée.

La situation actuelle pourrait être pire. On estime que plus d'un million d'érythréens vivent en dehors du pays – une des communautés ayant la plus forte diaspora au monde. La population nationale pourrait donc être inférieure à 2,6 millions d'habitants. Ceci induirait donc une proportion de la popu-

4 Russell, George, "Eritrea to UN: Take This Aid and Shove It", *Fox News*, (30 mars 2011).

5 Fondation Bertelsmann, Bertelsmann Transformation Index 2010: Eritrea Country Report, 2 y 13.



lation intégrée à l'armée avoisinant les 23 %. D'après le Groupe international de crise (sigle anglais : ICG), un groupe spécialisé dans les questions de sécurité des hommes, la limite supérieure de mobilisation militaire est en principe estimée à 10 % de la population totale. Au-delà de ce pourcentage, la société cesse de fonctionner normalement⁶.

L'académicien Nicole Hirt définit « l'anomie sociale » comme un état où règne le désordre à grande échelle et où la désintégration de la société provient de l'incapacité d'une grande partie de celle-ci à réaliser ses aspirations personnelles⁷. Dans la même lignée, Tricia Redeker Hepner et David O'Kane ont enquêté sur cette étrange situation en Érythrée à partir du concept de biopolitique qu'ils définissent comme « un déploiement des technologies disciplinaires dirigé par l'État envers les individus et collectifs de populations »⁸. Cette étude signale que l'Érythrée est devenue le dernier laboratoire pour l'expérimentation en politiques économiques, sociales et politiques qui avaient été par le passé déclarées comme désastreuse dans une série de régimes répressifs archaïques.

Étant donné le niveau de mobilisation militaire, il n'est pas étonnant que le Gouvernement éryth-

6 International Crisis Group (ICG), "Eritrea: The Siege State", *Africa Report No. 163*, (21 septembre 2010), p. 13.

7 Hirt, Nicole, "Dreams Don't Come True in Eritrea: Anomie and Family Disintegration due to the Structural Militarization of Society", GIGA Working Papers, 119/2010, (janvier 2010), pps. 7-9; Merton, Robert K., *Social Theory and Social Structure* (New York: The Free Press, 1995) pps. 131-132, 163.

8 Redeker, Tricia, y O'Kane, David, "Introduction" in O'Kane, David, and Redeker, Tricia (eds.) *Biopolitics, Militarism and Development: Eritrea in the Twenty-First Century* (Oxford & New York: Berghahn Books, 2009).

réen soit accusé de soutien aux groupes armés allant d'Al Shabab en Somalie au Tigres Tamouls au Sri Lanka. Le plaidoyer ci-dessus est soutenu par des experts de l'ONU⁹, et a donné lieu à une sévère sanction adoptée en Conseil de Sécurité de l'ONU en décembre 2009 (Résolution 1907). Il est également important de prendre en compte le fait que l'Érythrée est actuellement dirigée par un Gouvernement qui n'hésite pas à établir des liens entre les individus ou groupes condamnés pour leur participation à une série d'activités illicites.

La recette pour mettre un État en faillite

Le pays est sur le point de devenir un autre État en faillite dans la Corne de l'Afrique, une région décrite comme la région la plus conflictuelle au monde depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale¹⁰. Au cours des six dernières décennies, la guerre, le déplacement, l'extrême pauvreté et la répression ont été les marques de fabrique de cette région. Au cours des 20 dernières années, la Somalie est tombée en faillite et il n'est pas improbable que l'Érythrée suive ses pas. L'ICG a posé cette possibilité dans un rapport daté de septembre 2010 qui l'a qualifié comme un danger réel en l'absence d'une intervention internationale efficace et adaptée. Deux des principaux facteurs mentionnés sont « le manque généralisé de soutien pour le Gouvernement dans le pays et l'état de délabrement de l'armée dont la capacité, aussi bien pour maintenir le régime d'Isaïas Afwerki que pour gérer avec succès la transition du régime, est de plus en plus remise en question¹¹. »

En refusant l'aide humanitaire, sous prétexte de la confiance en eux-mêmes, le Gouvernement a condamné la population à une souffrance prolongée. Récemment, le Gouvernement a rejeté une offre d'aide humanitaire dans le Plan cadre des Nations Unies pour l'Aide au développement (UNDAF). La décision a été annoncée officiellement dans une lettre du ministère des Finances en date du 25 janvier 2011¹². L'Érythrée occupe la troisième place dans le monde sa dépendance vis-à-vis de l'aide¹³; la décision du Gouvernement de suspendre ou du moins de réduire les activités de l'UNDAF survient à un moment où l'assistance est un besoin urgent pour le peuple érythréen.

Exode massif

Tout au long de sa brève histoire, l'Érythrée a été l'un des principaux pays producteurs de réfugiés du monde. Pendant la lutte armée pour la libération, la cause principale de l'exode massif a été la brutalité de l'armée occupante éthiopienne. Après avoir obtenu son indépendance en 1991, l'émigration a diminué rapidement. Cette tendance s'est inversée à partir

du conflit frontalier avec l'Éthiopie de 1998 à 2000. À partir de septembre 2001, le principal motif de l'exode massif a été la brutalité du Gouvernement Érythréen. Nathaniel Meyers, qui s'est rendu dans ce pays au milieu de l'année 2010, a cristallisé la situation en observant que *Prison Break*¹⁴ était devenue une des séries TV les plus populaires¹⁵. Cette métaphore décrit la tragédie de l'Érythrée, qui est devenu une gigantesque prison à l'air libre où chaque érythréen se considère comme un prisonnier de plus alors que les membres de leur famille qui vivent à l'étranger sont considérés comme d'éventuels sauveurs.

De la même façon, Gaim Kibreab décrit l'Érythrée comme une société très largement obsédée par « l'envie de migrer »¹⁶. L'exode massif débute en général par le passage de la frontière vers le Soudan ou l'Éthiopie et se poursuit vers la Lybie pour atteindre la côte italienne, première destination européenne pour de nombreux demandeurs d'asile. Ce voyage s'avère extrêmement dangereux. La souffrance endurée par les Érythréens lors de la traversée du Sahara (y compris le désert du Sinaï) et de la Méditerranée ne peut être comparée qu'aux difficultés extrêmes présentées dans les best-sellers ou dans les films d'aventure hollywoodiens. Le traumatisme psychologique est difficile à imaginer. L'incident le plus déconcertant s'est certainement produit en mars 2011 lorsqu'une embarcation qui transportait 335 réfugiés fuyant le conflit libyen, avec 325 Érythréens à bord, a sombré pour des raisons que l'on ignore. La totalité des personnes à bord, des femmes enceintes et des enfants, ont péri¹⁷. Pour les érythréens, ce fut un des désastres les plus terribles de ces derniers temps.

Il n'y a pas de place pour les soulèvements populaires

Depuis la fin de l'année 2010 et jusqu'au début de l'année 2011, une vague de soulèvements populaires sans précédent a renversé les régimes répressifs dans plusieurs pays d'Afrique du nord et du Moyen Orient. Certains observateurs ont pronostiqué que cette recrudescence pouvait s'étendre à d'autres pays qui sont toujours gouvernés par des régimes totalitaires. Will Cobbett signale que dans le cas de l'Érythrée, il est peu probable que ceci se produise dans un avenir proche et ce, pour diverses raisons¹⁸:

En premier lieu, la totalité de la population de l'Érythrée est strictement contrôlée par un régime militaire totalitaire conséquence de l'interminable programme du NMSP. En second lieu, l'Érythrée ne

connaît aucune opposition officielle qui pourrait être à l'origine d'un soulèvement populaire comme l'a connu la Tunisie, l'Égypte ou d'autres pays. En septembre 2001, le Gouvernement a écrasé sans pitié le premier mouvement de réforme post-indépendance. Depuis cette date, aucune opposition ou dissidence interne ne s'est manifestée.

Troisièmement, un des principaux catalyseurs du changement survenu dans d'autres pays, Internet, est surveillé de près par le Gouvernement et l'Érythrée est un des pays où la pénétration d'Internet est parmi les plus faibles au monde, très en deçà des pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Seuls 4 % des Érythréens a accès à Internet et le Gouvernement pourrait rapidement bloquer cet accès : « Il n'est pas nécessaire qu'Isaïas [Afwerki] ferme Twitter ou Facebook – mais il pourrait le faire s'il le voulait car il contrôle le monopole du fournisseur d'accès »¹⁹. »

Quatrièmement, en contrôlant la seule chaîne de télévision, la seule station de radio et le seul journal (diffusé et imprimé dans chaque langue nationale), le Gouvernement a le monopole complet de l'information. D'après Reporters sans frontières et le Comité pour la protection des journalistes, l'Érythrée s'est positionnée comme le dernier pays au monde concernant la liberté de la presse et plus de journalistes y ont été incarcérés que dans aucun autre pays d'Afrique²⁰. C'est aussi le seul pays d'Afrique sans un seul journaliste ou tout autre média indépendant. Néanmoins, la possibilité d'une rébellion populaire ne peut être totalement écartée.

La voie à suivre

Avec la réduction de l'espace politique, la suppression de toute marge de manœuvre pour une opposition officielle ou de toute forme de dissidence, l'Érythrée a également connu une aggravation de son isolement international. Dans ce cadre, que l'IGC a décrit comme un état de siège, le pays peut difficilement respecter son engagement international vis-à-vis du développement durable. La croissance économique durable et le progrès ne peut être atteint que si le problème crucial de la répression politique est immédiatement résolu. Ceci demanderait que soit exercée une pression suffisante pour contraindre le Gouvernement à ouvrir un espace politique. Le principal partenaire du développement du pays, l'Union européenne (UE), est fortement influent aux niveaux diplomatique et politique. Une voie qui pourrait être utilisée serait de soumettre la future aide au développement à l'abolition du NMSP, à la tenue d'élections nationales trop souvent promises, à l'instauration d'une constitution trop souvent différée et à la remise en liberté des prisonniers politiques et autres prisonniers. Telles sont quelques-unes des mesures les plus importantes qui doivent précéder la planification à long terme pour le développement durable. ■

9 Voir les rapports périodiques de UN Monitoring Group on Somalia and Eritrea.

10 Shinn, D.H., "Challenges to Peace and Stability in the Horn of Africa", (California: World Affairs Council of Northern California, 12 mars 2011).

11 ICG, op cit., voir ci-dessus la note 6, ii.

12 Fox News, Eritrea to UN: Take This Aid and Shove It, (30 mars 2011).

13 NationMaster, Aid as per cent of GDP.

14 *Prison Break* est une série TV américaine qui raconte l'histoire d'un homme accusé par erreur d'un assassinat et condamné à mort.

15 Meyers, Nathaniel, "Africa's North Korea: Inside Eritrea's Open-Air Prison," *Foreign Policy*, (New York: 2010).

16 Kibreab, G., "The Eritrean Diaspora, the War of Independence, Post-Conflict (Re)-construction and Democratisation" en Johansson Dahre, Ulf, (ed) *The Role of Diasporas in Peace, Democracy and Development in the Horn of Africa* (Lund: Lund University, 2007), p. 99.

17 Assena.com, *335 Refugees Perished in the Mediterranean Sea*, (11 avril 2007).

18 Cobbett, W., Tunisia, Egypt, Libya... Why Eritrea Won't be Next, (2011).

19 Ibid.

20 Comité pour la Protection des Journalistes, *Iran, China Drive Prison Tally to 14-Year High*, (2010); Reporters sans frontières, *2010 Press Freedom Index*, (Paris: 2010).